

<https://www.pressegauche.org/Algerie-L-immobilisme-du-president-Tebboune-mene-a-l-impasse>



# Algérie. L'immobilisme du président Tebboune mène à l'impasse

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 15 septembre 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Presque une année après son élection contestée de décembre 2019, le président Abdelmajid Tebboune n'a toujours pas répondu à la double crise, politique et financière, qui étrangle chaque jour un peu plus son pays. Ce « ni-ni » intenable compte tenu de l'épuisement rapide du matelas de devises du pays débouchera inmanquablement sur l'arrivée du FMI et, avec ou sans déconfinement, sur une reprise du Hirak sans doute moins tranquille que par le passé.**

Tiré de [Orient XXI](#).

Peu à peu, l'Algérie s'asphyxie. En six ans, elle a perdu 25 % de son pouvoir d'achat, et la tendance s'accélère. Au 1er trimestre 2020, avant même que l'épidémie ne frappe à plein le pays, la fermeture des frontières n'est intervenue que le 17 mars, le trafic s'effondre au port d'Alger, principale porte d'entrée du pays. L'importation de conteneurs, qui accueillent le tout-venant des marchandises, des produits alimentaires aux articles de sport, recule de plus de 38 % ; encore, les céréales, le fer à béton et les matériaux de construction en progression masquent-ils en partie un effondrement inquiétant de la consommation intérieure.

À l'occasion de la fête religieuse de l'Aïd El-Kebir, fin juillet, très suivie en Algérie, les maquignons courraient en vain après les clients : le mouton ne trouvait pas preneurs. Sur les marchés, les prix des légumes et des fruits de saison se tiennent à peine et baissent plus que de coutume. L'inflation n'est plus un souci, à peine + 2,2 % en juillet. De quoi se réjouir pour les ménagères habituées à une valse des étiquettes plus élevée, sauf que c'est l'absence de la demande qui explique la nouvelle sagesse des prix.

Tétanisés par la peur de la prison, les banquiers publics ne prêtent plus, ou presque, depuis le début de la crise politique en février 2019. Les impayés s'accumulent et la machine se grippe.

### Un mystérieux complot

Jour après jour, les queues interminables sont redevenues habituelles dans les villes, mais pas devant les épiceries ou les boucheries. Fonctionnaires et retraités constituent la majorité des foules qui se pressent devant les succursales d'Algérie Poste et attendent des heures qu'on leur remette une petite partie des avoirs de leurs comptes. Les autorités se veulent rassurantes : « Il y a des perturbations, mais pas un manque », assure le ministre des finances Aymen Benabderrahmane à la chaîne privée Echourouk, le 25 juillet. Pour justifier l'étalement du versement des salaires et des retraites sur tout le mois, le premier ministre se veut plus précis : « Il n'y a pas un manque de disponibilités, mais un ralentissement de l'économie à cause de la Covid-19 ». Sans complexe, le président clôt le débat le 12 août par un grand discours, un de plus, où il incrimine un mystérieux « complot » et dénonce « un vieillard, né en 1911 », qui pomperait l'argent d'Algérie Poste.

Plus prosaïque, son directeur général avoue que la Banque centrale a réduit de 15 % ses avances en juin alors que les retraits s'emballent : 564 milliards de dinars (3,68 milliards d'euros) en juin, plus de 600 milliards (3,91 milliards d'euros) en juillet, c'est-à-dire en deux mois plus que les liquidités dont disposent les banques algériennes (900 milliards de dinars environ en début d'année, soit 5,87 milliards d'euros). On assiste, de fait, à une fuite sans précédent des déposants qui reflète le manque de confiance des Algériens dans leur monnaie, leurs dirigeants et l'avenir.

## Algérie. L'immobilisme du président Tebboune mène à l'impasse

---

Les raisons de manquent pas. Les déficits publics sont gigantesques. Comment la République algérienne démocratique et populaire pourra-t-elle financer l'énorme découvert qui depuis maintenant près de dix ans tourne, budget après budget, autour de 10 % du PIB, un record mondial ou presque ? Cette année, ce sera pire encore. Avec les effets cumulés de la baisse des cours des hydrocarbures, des volumes exportés et de l'épidémie de coronavirus qui paralyse le pays, il devrait approcher, sinon dépasser, le double de la décennie écoulée, soit environ 20 % du PIB qui, de son côté, recule et baisserait en volume de 3 % selon les autorités algériennes et de plus de 5,2 % selon le rapport du FMI, Perspectives de l'économie mondiale avril 2020. S'y ajoutent les pertes des entreprises publiques qui, pour l'exercice écoulé, dépassent 1 100 milliards de dinars (7,18 milliards d'euros) selon le ministre des finances, les engagements du Trésor vis-à-vis de l'extérieur, par exemple les achats d'armes, ou les grands projets comme celui de la Grande Mosquée d'Alger.

### Une banque centrale sans gouverneur

Les explications officielles manquent de franchise. La rente pétrolière (24 milliards de dollars à € 20 milliards d'euros à € contre 73 en 2012) baisserait cette année par rapport à l'an passé de 10 au mieux, de 15 milliards de dollars (12,54 milliards d'euros), au pire. Cela se traduira par une diminution d'au moins 1 000 à 1 500 milliards de dinars (6,53 à 9,79 milliards d'euros) de la masse monétaire qu'on masque, en partie, par une dépréciation plus ou moins accélérée du dinar face au dollar et à l'euro, pour compenser le manque de dinars. Cela gonflera un tant soit peu les recettes du Trésor public bénéficiaire de la majorité de la rente pétrolière, payée en dollars, mais pas celles des Algériens qui n'exportent rien ou presque.

Le problème économique n'est pas nouveau, mais depuis huit mois le nouveau pouvoir n'a rien fait pour s'y attaquer. Aucune mesure sérieuse n'a été prise pour réduire les dépenses publiques, le train de vie de l'administration ou augmenter les impôts directs sur les non-salariés. La Banque d'Algérie, qui n'a plus de gouverneur depuis le printemps, est aux abonnés absents et ne joue pas son rôle de banque centrale. Malgré son statut d'autonomie, elle est à la remorque de l'exécutif et finance le Trésor au-delà du raisonnable. Dernièrement, il a été décidé de prêter 1 900 milliards de dinars (11,75 milliards d'euros) de crédits bancaires aux entreprises exsangues. Faute de ressources propres des banques publiques, ce sera encore une fois l'État, et donc la planche à billets, qui seront mis à contribution.

Aucun effort n'a été entrepris pour limiter le marché noir des devises et les importateurs à € en réalité des as de la surfacturation dans un pays où l'on importe tout à € continuent à s'enrichir en confisquant la différence de 40 à 50 % entre le taux officiel et le taux parallèle. En revanche, étudiants, malades et touristes n'ont, de fait, aucun accès aux devises de la Banque d'Algérie, contrairement à leurs voisins marocains ou tunisiens pourtant plus pauvres.

À l'origine de cet immobilisme, de tout projet d'ajustement souverain, fait et décidé à Alger, on trouve l'absence de volonté politique. Comme son prédécesseur Abdelaziz Bouteflika, le président Abdelmajid Tebboune n'a pas envie de réduire la dépense, car il sait que c'est là s'attaquer à de dangereux ennemis : les intérêts en place. Faute de vouloir ou de pouvoir les affronter avec succès, on contourne l'obstacle à € il est vrai de taille. La réduction des subventions (20 % des dépenses de fonctionnement) fait courir le risque d'une explosion sociale comme en 2011 au moment du Printemps arabe. L'inévitable diminution des crédits militaires, qui pèsent aussi lourd sinon plus dans le budget que le social, est encore plus dangereuse pour le régime, et pour les cadres supérieurs, perdus pour certains dans la corruption, ayant depuis longtemps renoncé à l'austérité militante de leurs débuts.

### Abandonner le pays au FMI ?

Tout se passe comme si l'establishment était tacitement résigné à abandonner bientôt le sale boulot au FMI quand les réserves de change (sans doute moins de 40 milliards de dollars, soit 33,42 milliards d'euros fin 2020) seront épuisées. Après tout, sa précédente intervention en 1994 lui a permis un enrichissement sans précédent aux prix

d'un appauvrissement général de la population.

Même immobilisme du côté politique. Le projet de nouvelle Constitution qui devait être présenté au pays le 8 mars s'est fait attendre. On votera en principe le 1er novembre, et les préparatifs électoraux précèdent le contenu de la Constitution qui, à coup sûr, ne changera rien, ou pas grand-chose, quant aux libertés publiques ou à l'accès au pouvoir. Est-ce ce que le pays escomptait ? On peut en douter à entendre le Hirak, le mouvement populaire dans lequel deux forces principales s'exprimaient jusqu'à sa suspension en mars dernier pour cause de Covid-19 : les Kabyles et les islamistes. Deux groupes qui aspirent à participer aux affaires et s'en voient exclus en vertu de « lignes rouges » en réalité depuis longtemps caduques.

### **L'armée, cette grande inconnue**

Le président Tebboune s'est gardé d'aborder les vrais problèmes. Il fait fonctionner le régime comme par le passé, avec un peu plus de respect pour le rituel institutionnel que son prédécesseur, nommant un jour quinze sénateurs au Conseil de la Nation dont l'opinion réclame la disparition, présidant un conseil des ministres chaque mois confus, et verbeux le plus souvent, laissant la majorité parlementaire élue grâce à la fraude électorale continuer sa petite « tambouille ».

Le jeu du chat et de la souris continue avec les opposants les plus jeunes et les plus radicaux. Les journalistes sont une cible de choix pour la répression. Ils entrent et sortent régulièrement de prison en fonction de tractations mystérieuses entre les services de sécurité, le ministère de la justice et la présidence, sans qu'on distingue bien qui fait quoi et ce que recherchent les uns et les autres : inspirer la peur, tirer un profit politique des élargissements ou continuer comme d'habitude.

Convaincre un électorat désabusé, aux prises avec des soucis matériels de plus en plus criants, de se rendre aux urnes le 1er novembre date symbolique ne sera pas facile, et un résultat médiocre, comme à l'élection présidentielle du 12 décembre 2019, ne mettra pas fin au blocage politique que connaît le pays.

L'armée reste la grande inconnue du jeu politique. Que s'y passe-t-il ? Dix-sept généraux sont en prison ou en fuite à l'étranger pour corruption ou trahison, l'état-major et les services de renseignement ont été épurés, la gendarmerie en est à son troisième chef en à peine deux ans, les commandements de l'infanterie et de l'aviation ont changé de titulaires depuis janvier 2020. La purge touche les généraux mis en place depuis 2018 par l'ancien homme fort de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah mort brutalement le 23 décembre 2019. Son successeur, le général de corps d'armée Saïd Chanegriha, peu connu, impose-t-il ses favoris comme ce fut le cas à de nombreuses reprises depuis l'indépendance ? Le président est-il à la manœuvre ou le chef d'état-major renforce-t-il sa main ? L'opinion ne sait rien et redoute la suite...